

3^{ème} Dîner Festif des Juristes et Entrepreneures

Photo Jean-René Tamcrède - Téléphone : 01.42.60.36.35



Le Troisième Dîner Festif des Juristes et Entrepreneures a eu lieu le 18 juin dernier au Sofitel Arc-de-Triomphe à Paris, organisé par Odile Lajoix pour le *Women Interest Group de l'International Bar Association*, le Salon des Juristes et l'Association des Femmes Juristes. Il a réuni plus de soixante participantes dans une ambiance chaleureuse et conviviale autour de Philippe Léger, ancien Avocat Général à la Cour de Justice des Communautés Européennes, Président de la Commission nationale de déontologie de la sécurité, venu parler de l'acquis communautaire, il a retracé avec éloquence les grandes lignes d'une stratégie à mettre en place aujourd'hui pour préparer l'Europe de demain.

Les débats animés ont continué avec les interventions de Mesdames Isabelle Germain, Présidente de l'Association des Femmes Journalistes, et Pascale Honorat en charge de l'Observatoire du

Conseil National des Barreaux, commentant sous plusieurs aspects les dernières élections présidentielles et législatives avec le constat affligeant que la France est au 15^{ème} rang dans l'UE et au 59^{ème} rang mondial en ce qui concerne la représentativité politique des femmes (derrière la Guinée Equatoriale !). Anne Bertsch-Iacino et Heidi Rançon-Cavenel pour deux associations, l'une finançant une bagagerie pour SDF aux Halles à Paris et une autre un centre médical au Sénégal, Sophie Dion relatant l'expérience d'une candidate aux élections législatives, Axelle de Borger pour la création de l'Organisation des Juristes d'Affaires Francophones, Isabelle Chevrier, La Mondiale, sur la sensibilisation nécessaire des femmes aux questions de retraite. Odile Lajoix a lancé son "appel du 18 juin" d'un nouveau genre puisqu'il a pour but d'inciter les mères à favoriser la carrière en politique de leurs filles et

petites-filles notamment aux Parlements français et européen. Vous en verrez peut-être des extraits dans l'émission de France 2 de Jean Luc Delarue à la rentrée prochaine puisque cette déclaration a été filmée, de même que les interviews de Mesdames Habauzit-Detilleux, Dion, Franceschi-Bariani et Rançon-Cavenel. Etaient présentes également des membres des associations de juristes, AFJE, Cercle Montesquieu, UIA, UJA, ACE et d'entrepreneures Femmes 3000, Femmes et Finance, Paris Pionnières, Dirigeantes, Femmes Business Angels.

Marie-Cécile Moreau, Présidente de la Commission juridique de l'Observatoire de la Parité, représentait Madame Zimmermann, députée, Présidente de la Délégation à l'égalité des chances de l'Assemblée Nationale et de l'Observatoire. Mme Moreau est Présidente de l'Association des Femmes des Carrières Juridiques.

2007-489

Appel du 18 juin 2007 des juristes et entrepreneures

Le constat n'est plus à faire dans notre pays du rôle mineur des femmes dans la vie politique française et de la représentation au niveau de l'Union Européenne. Citons la tardiveté historique de l'octroi du vote aux citoyennes françaises, le taux de participation au Parlement français ridiculement bas avant les élections législatives 2007 (18,7%), l'existence d'une unique Présidente de Conseil Régional et par exemple pour Paris de deux maires d'arrondissement sur vingt.

Le score des françaises dans les listes d'élus au Parlement Européen ne rattrape rien, 32%.

Le fait que les partis préfèrent verser des pénalités plutôt que de respecter la loi sur la parité, cela s'avère encore exact aux dernières législatives (...).

Les réactions sexistes à la candidature d'une femme au plus haut poste de la République en 2007, la liste en est longue, ne parlons pas des blagues osées ou graveleuses que l'on a toutes entendues au "Café du Commerce", ni des quolibets et injures à l'encontre d'une femme ministre lors d'un dernier Salon de l'Agriculture à Paris...

Le Président de la République avait indiqué qu'il respecterait la parité lors de la formation du nouveau gouvernement, des journalistes ont rapporté des commentaires d'hommes politiques faisant état du manque de "pros" chez les femmes...

Lançons un appel aux Femmes, Quelles que soient leur race, religion, profession, classe sociale, Que les mères, si elles n'ont pas pu ou pas voulu prendre la place qui revient aux femmes dans la vie politique française, incitent leurs filles et petites-filles à devenir actives en politique,

Les collectivités locales et territoriales, le Parlement français et le Parlement Européen ont besoin des compétences et du savoir-faire des femmes, qui, faut-il le rappeler, ne se limitent pas aux questions de la famille, de l'enfance et de la santé.

C'est l'année de l'égalité des chances au niveau de l'Union Européenne, ne l'oublions pas, il faut la mettre en œuvre réellement et inciter les responsables à la concrétiser encore plus dans la société civile.

Le pouvoir n'est jamais donné, il se gagne mais aussi il se prend. Agissons ! Agissez !